

LE (PETIT) COUP DE FORCE DE LAURETTE ONKELINX

Ou comment la vice-Première a convaincu Elio Di Rupo et Paul Magnette, qui n'en demandaient pas tant, de bazarder les libéraux de Charles Michel. Et comment le PS se prépare, tout doucement, à son plan B : le gouvernement dans les Régions, l'opposition au Fédéral.

PAR NICOLAS DE DECKER

On est lundi. Bureau du Parti socialiste, un lendemain d'élections finalement comme les autres. Tout le monde est content. On applaudit rituellement. Il y a de quoi : le PS, premier parti méridional, résiste bien. Il a incontestablement la main en Wallonie et à Bruxelles. Le discours des présidents - Paul Magnette le dit, Elio Di Rupo le pense - est clair. Il ne faut - encore - s'aliéner personne, ni à droite, ni en Flandre. Il est trop tôt. On tempore. On décide que chacun s'en ira de son côté, Laurette à Bruxelles, Paul et Elio à Namur, mener les consultations d'usage.

L'en titre et le faisant fonction veulent assurer leurs arrières. Il faut ménager les deux hypothèses autorisées par les électeurs. Le plan A est une tripartite à tous les niveaux, qui donne une chance à Elio Di Rupo de rester au 16, et qui envoie la N-VA dans l'opposition pour cinq ans. Le plan B n'exclut pas que les socialistes ne soient pas du gouvernement fédéral, mais elle consolide leurs bastions régionaux. C'est le repli régional annoncé la semaine dernière, avec le cdH et le FDF.

On réapplaudit rituellement, on se tape sur l'épaule, et l'affaire est bouclée. Quoi que.

A la sortie, Laurette Onkelinx répond aux journalistes présents avec son proverbial sourire. Elle se sent, dit-elle, habilitée à préparer « les majorités les plus progressistes possible ». Mine de rien, c'est une subtile offense pour les présidents. La première étape d'une

espèce de conquête.

« LAURETTE A FORCÉ »

Laurette Onkelinx vient de mettre le pied dans la porte qui va claquer au visage de Charles Michel. « Là, déjà, elle envoie un message qu'un président installé n'aurait jamais laissé passer », confesse un membre du Bureau. « Les Wallons voulaient ménager les libéraux, elle pas », embraie un autre. Les jours qui suivront seront de la même eau. L'accueil réservé à Charles Michel sera poli chez les Wallons, frigide chez la Bruxelloise. « Laurette Onkelinx a été freinée dans ses ambitions par Elio Di Rupo. Elle voulait annoncer les choses très vite. Pendant une semaine, Di Rupo et Magnette ont essayé de voir si la tripartite socialistes-libéraux-sociaux-chrétiens était voulue par les partenaires. Tout indiquait que non, que le CD&V comptait avec la N-VA, à la Région comme au Fédéral. C'est ce qui a modifié la donne et accéléré le tempo », avance un initié. Dès le début,

Laurette Onkelinx inquiète ainsi un Charles Michel qui privilégie pourtant une alliance avec les socialistes. Il s'est toujours gardé, en campagne, de tirer le premier sur le PS. Il croit son heure venue. Son parti a gagné des voix et des sièges, même s'il n'a la main nulle part. Il n'a même pas contacté, semble-t-il, un FDF dont il aurait eu besoin, à Bruxelles, pour une majorité sans socialistes. Mais Onkelinx, donc, l'inquiète. Et Benoît Lutgen, ont rapporté nos confrères de L'Echo, lui dit trouver « excitant » de reléguer le PS dans

l'opposition. Charles Michel, dès lors, y songe plus que peu. Le vent du Nord, il est vrai, souffle à droite, et le CD&V hisse les voiles. Ces tempétueux songes, à peine un somniloqe tant les discussions en ce sens furent limitées, arrivent aux oreilles d'Elio Di Rupo. C'était inévitable. Courroucé, celui-ci déploie en urgence le plan B, ce mercredi soir qui a gâché la vie de Charles Michel. « On a paniqué lorsqu'on a appris que le CD&V poussait pour des gouvernements de droite à tous les niveaux. Ces coalitions avec le cdH et le FDF, c'est du pur instinct de survie, pas une construction machiavélique. » Suprême torngole, il charge Paul Magnette d'appeler l'éconduit... « C'est vrai que Laurette a un peu forcé », concède-t-on au boulevard de l'Empereur, tout en minimisant les responsabilités individuelles. « Mais on a tous répété avant les élections qu'on préférerait gouverner sans les libéraux. Dès lors qu'ils n'étaient pas premiers à Bruxelles, ils ne pouvaient rien revendiquer. »

C'est un moins joli coup collectif que ne l'ont dit les observateurs, même s'il présente d'incontestables avantages. Il revient, très défensivement, à consolider ses bases, mais rien de plus. Un *catenaccio* politique sans audace, la garantie de n'encaisser aucun but mais aucune certitude d'en marquer un. « Plus il attendait, plus le PS devenait dépendant de l'échec de Bart De Wever. Et plus son éventuelle réussite pouvait lui coûter. Aujourd'hui, dans le meilleur des cas, on est au pouvoir partout, dans le pire, on est aux commandes à Namur et à Bruxelles, alors que le centre de gravité a basculé vers les Régions avec la 6e Réforme de l'Etat », résume un député fédéral.

Il ne faut pas être naïf : les motivations ne sont pas toutes désintéressées. Avec un seul petit partenaire en Wallonie, et deux petits à Bruxelles, les socialistes conserveront autant de ministres que s'ils s'alliaient partout avec les libéraux. Mais il ne faut pas ne pas être naïf non plus : les motivations ne sont pas toutes intéressées. La cohérence programmatique sera plus facile à trouver avec des centristes, fussent-ils « libéraux sociaux » et franco-phonissimes qu'avec le MR. La configuration asymétrique à laquelle se prépare le PS, dans l'opposition fédérale mais à la manœuvre dans les Régions, est grosse de perspectives politiques. Il est déjà établi qu'au niveau régional, les bolcheviques traiteront les ministres socialistes d'ultra-libéraux et les ultralibéraux traiteront les ministres socialistes de bolcheviques. Chacun se neutralisera nécessairement. Et au Parlement fédéral, les vingt-trois députés socialistes, beuglant contre un gouvernement nécessairement trop flamand et trop à droite, étoufferaient la voix naissante du PTB, justement celle sur laquelle la gauche radicale misait avec les médiatiques Marco Van Hees et Raoul Hedebouw.

MINISTRE-PRÉSIDENTE ?

C'est un plus joli coup individuel que ne l'ont pensé les observateurs, en tout cas pour Laurette Onkelinx, qui est, de la Trinité socialiste, celle qui a aujourd'hui le moins à perdre de voir son parti hors de la majorité fédérale. Elle garde plusieurs options ouvertes alors que ses deux illustres camarades en abandonnent. Paul Magnette, aujourd'hui, est plus dépendant d'Elio Di Rupo que jamais, et Laurette Onkelinx plus autonome que jamais. Elle s'installerait, sans la moindre discussion, à la ministre-présidence bruxelloise, alors qu'Elio Di Rupo et Paul Magnette s'éploient déjà en un drôle de ballet. Si vraiment Bart De Wever parvient à ses fins, barrant à la fois l'accès du PS au pouvoir fédéral et la possibilité pour un socialiste francophone (hum, hum...) de s'en aller à la Commission européenne, le Montois et le Carolorégien se partageront l'Elysette et le boulevard de l'Empereur. Dans un ordre qui dépendra partiellement... de la vitesse à laquelle Bart De Wever bouclera sa mission, puisqu'Elio Di Rupo ne pourra être simultanément Premier ministre en affaires courantes et ministre-président wallon en exercice. Rudy Demotte et Jean-Claude Marcourt, soit dit en passant, en seraient pour leurs frais. Pas confortable pour Paul Magnette, aspirant patron des socialistes francophones.

« PAS ENCORE ENVIE »

Tiens, toujours en passant : le PS dans l'opposition au Fédéral, et Onkelinx à la ministre-présidence, ça résout quelques imbroglios bruxellois. Yvan Mayeur, premier suppléant, reviendrait à la Chambre. Il est l'indéfectible soutien bruxellois de l'ancienne Liégeoise, mais il ne serait pas appelé à siéger si elle menait simplement l'opposition fédérale. Cela donnerait un poste en vue, celui de porte-voix d'une gauche à la fois docte et contestataire à Ahmed Laaouej, trop ambitieux pour être simple député, trop talentueux pour être choisi comme ministre par la méfiante patronne des socialistes capitolins - le Boulevard pourrait lui confier un ministère communautaire. Le seul à qui ça coûterait, Rudi Vervoort, ne regimberait pas. Et les autres aspirants ministres, Fadila Laanan et Rachid Madrane, pourraient ne pas trop y perdre. « Sauf que pour le moment, Laurette n'a pas envie d'aller à Bruxelles. Pourtant, le PS aurait besoin d'envoyer des requins au Comité de concertation Fédéral-Région, et Vervoort n'en est pas un », explique un Bruxellois. Pourquoi cette - passagère ? - absence d'envie ? « Peut-être par loyauté pour Rudi. » Ne soyons pas trop pas naïfs tout de même. ■

NICOLAS DE DECKER